

ENSEMBLE!

Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire

Bulletin d'information
et de débat  N°3

Mai 2014

Reconstruire à gauche, c'est maintenant...

L'édito

En deux ans, François Hollande aura conduit le PS à un échec cuisant aux municipales et perdu la majorité absolue qu'il détenait à l'Assemblée. A la veille des élections européennes, qui prennent ainsi un autre relief, il va au-devant des exigences de la Commission européenne et des marchés en engageant, avec Manuel Valls, une fuite en avant autour d'un « pacte de responsabilité » qui enchaîne la fin du quinquennat dans un libéralisme débridé et « assumé ».

Valls voulait obtenir du Parlement un « vote décisif », « un acte fondateur » pour gouverner sur cette base. Mais les élus Front de Gauche et la majorité d'EELV ont voté contre, 41 députés socialistes ont refusé d'entériner l'austérité, sa majorité n'est que relative et ne tient que par la bienveillante abstention d'élus de droite. Se dessine la possibilité d'une autre majorité, un rapprochement entre PS et centre droit. Il lui faudra à chaque décision budgétaire et projet de loi trouver une majorité, ou bien l'imposer sans débat. Parmi les 72 député(e)s de gauche qui n'ont pas approuvé l'austérité, il y a des degrés différents d'opposition, et de disponibilité pour une politique alternative. Mais ces secousses dans les rangs socialistes et écologistes ne sont qu'un début. Elles reflètent un changement d'état d'esprit à gauche : on ne veut plus subir cette politique de droite sans broncher.

Si Hollande et Valls osent s'aventurer si loin, c'est sans doute qu'ils sont convaincus que le mouvement social n'est pas en mesure de relever le défi, et qu'ils échapperont aux mobilisations qui ont explosé face à des politiques similaires en Grèce, en Espagne, au Portugal. Il faudra les détromper, c'est bien d'un mouvement d'ampleur dont on aura besoin pour faire reculer ce plan d'austérité et redonner de l'élan à une alternative de gauche. Le « tournant » Valls peut avoir un effet de prise de conscience, une remobilisation d'un mouvement social et d'une gauche « décomplexés » face à un gouvernement dont on ne peut plus attendre grand-chose.

La manifestation du 12 avril, par son contenu, son ampleur, sa préparation, a commencé à articuler un engagement commun entre acteurs politiques et syndicalistes, et montré qu'un sursaut à gauche est possible. Les suites doivent permettre de concrétiser dans la durée ce rassemblement unitaire contre l'austérité, l'enraciner au niveau local, l'élargir dans le mouvement social. Le Front de gauche doit en même temps proposer des initiatives de débat et d'actions à ceux et celles qui, au PS ou à EELV, se sont manifesté contre la politique gouvernementale, pour élaborer ensemble les contenus et mesures d'urgence sur lesquels reconstruire une majorité alternative pour sortir de l'austérité.

Le 25 mai, le vote Front de gauche sera un vote utile : plutôt que de s'abstenir, il permettra d'exprimer colère et opposition par le soutien à une alternative de gauche pour rompre avec l'Europe de l'austérité et refonder une Europe sociale, solidaire, féministe et écologique ; il sera un moyen de s'opposer à la montée du Front national et des droites réactionnaires qui menacent en Europe, en votant pour une gauche européenne anti-austéritaire, rassemblée dans plusieurs pays autour de la candidature d'Alexis Tsipras. II

SOMMAIRE

STOPPER L'AUSTÉRITÉ, CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE

Valls, Premier ministre :
une nouvelle phase de clarification.....2

EUROPE

Dossier : Enjeux des nouvelles gauches en Europe

Le combat politique pour une autre Europe ...3

Myriam Martin : « Faire apparaître le projet
du Front de gauche comme une alternative
crédible »5

Elisabeth Gauthier : « Les élections
européennes peuvent donner un signal »6

Marie-Christine Vergiat : « Faire de la construc-
tion européenne un débat citoyen »8

Italie : « Prima le persone ! »8

Grèce : « Le 25, on vote ! le 26, ils s'en vont » ..10

Ukraine : La gauche et Maïdan..... 11

L'Europe de l'Éducation et de la formation
dans la tourmente néo-libérale 12

Les femmes victimes des politiques libérales... 13

Le Tafta : on n'en veut pas ! 14

NOTE DE LECTURE

Maladies chroniques et environnement
toxique..... 15

LE MOUVEMENT

Ensemble !..... 16

C'était hier et c'est pour demain 16



Valls, Premier ministre : une nouvelle phase de clarification

A PRÈS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES CALAMITEUSES POUR LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE, François Hollande a choisi de nommer Manuel Valls. Face au profond rejet de la politique menée par Jean-Marc Ayrault, la réponse a donc été de choisir l'homme le plus à droite de l'échiquier socialiste, une bien étrange manière d'apprécier le désarroi d'un électorat de gauche qui s'est massivement abstenu. Dès l'allocution du 31 mars, l'essentiel avait été dit : « *je ne dévierai pas de mon cap* » a ainsi déclaré le président de la République. C'est donc sur une orientation, « *plus vite, plus fort* » que le changement de gouvernement s'est opéré avec la mise en place du pacte de stabilité.



Les grandes mesures de ce pacte de stabilité budgétaire sont désormais bien connues avec un plan de réduction de 50 milliards d'euros sur trois ans : ce plan d'économies concerne pour 21 milliards la protection sociale, 18 milliards l'État et 11 milliards les collectivités territoriales.

Ces 50 milliards d'économies s'articulent avec le pacte de responsabilité et de solidarité : un allègement de 30 milliards des cotisations patronales, auxquels s'ajoutent plus de 10 milliards de baisse de la fiscalité (d'ici 2017) sur les entreprises et 5 milliards de mesures sociales et fiscales pour les ménages, dont 500 millions dès cette année. Le peu progressiste Philippe Askenazy dans une tribune parue dans *Le Monde* et intitulée, tout un programme, « Manuel Valls est-il assez à droite ? » résume ainsi le programme du gouvernement : « *Tour de vis sur les collectivités, étranglement des hôpitaux publics, gel de prestations sociales, vaste redistribution des ménages vers les entreprises : ces choix balayaient les fondements de la gauche de gouvernement* ».

Après ces annonces, nombre de députés du Parti socialiste ont dans les dernières semaines manifesté leur malaise, critiques voire franc désaccord. Il faut tout de même

constater qu'aucune des propositions alternatives ne remettaient en cause le diktat européen de la réduction des déficits, ni sur le principe ni sur le rythme.

Dans ces conditions, le programme de stabilité budgétaire a obtenu une courte majorité lors du vote, consultatif, de l'Assemblée nationale, avec seulement 265 voix pour, 232 contre et 67 abstentions dont 41 socialistes. Ce vote n'a pu être acquis qu'avec la neutralité bienveillante du groupe UDI (3 pour, 7 contre et 17 abstentions). Parce qu'ils sont d'accord sur l'essentiel de la politique économique à mener, le prolongement logique de l'accord du gouvernement avec le Medef devrait être une large coalition avec une partie de la droite. Ce type de gouvernement est devenu la règle dans la zone euro (Allemagne, Italie, Benelux, etc.), dans ce qu'on pourrait appeler une union européenne des libéraux. En réalité seules les institutions de la Ve République bloquent encore une telle évolution, mais cette question est profondément inscrite dans la situation politique et nourrit en retour la crise dans la coalition gouvernementale.

Le groupe EÉLV est assez symptomatique d'une évolution politique accélérée. Lors du vote de confiance du 8 avril, où Manuel Valls a présenté sa politique et donc, tout particulièrement son plan d'austérité budgétaire, le résultat avait été 10 pour, 1 contre et 6 abstentions. Trois semaines plus tard et alors qu'il n'y a, objectivement, aucun élément nouveau, le résultat est inverse : 3 pour, 12 contre et 2 abstentions. Il ne s'agit pas ici de supputer la pensée profonde d'un François de Rugy ou d'une Barbara Pompili, hier prêts à entrer au gouvernement,

votant la confiance et aujourd'hui s'opposant au programme de stabilité mais d'apprécier une dynamique politique. Sans la peindre d'une radicalité qu'elle n'a pas, mais sans non plus la sous-estimer, la décision de EÉLV de ne plus participer au gouvernement induit un processus de distanciation avec la politique gouvernementale. Jusqu'où et avec quel projet, il est encore trop tôt pour le dire.

Mais le nœud du problème se situe au sein du Parti socialiste. Une abstention de 41 députés, c'est beaucoup et à dire vrai inédit au sein du parti majoritaire dans la Ve république. Il sera fort difficile pour Manuel Valls d'appliquer sa politique, dans toute sa rigueur, avec 260 députés de la gauche libérale et 20 centristes. Loin de pouvoir stabiliser la situation, la politique de François Hollande divise profondément son propre camp et ouvre la possibilité de déchantations importantes. En menant une politique libérale décomplexée, de droite donc, il crée les conditions d'une éventuelle implosion du Parti socialiste. Le mécontentement qui s'est exprimé lors du vote sur le programme de stabilité sera peut-être un baroud d'honneur avant de rentrer peu ou prou dans les rangs. Il peut aussi incarner le début d'un processus de clarification au sein de ce parti et par effet de contagion conduire à des réorganisations majeures. Un réveil des mobilisations sociales accentuerait la pression sur le PS, précipiterait une crise de régime et engagerait un début de rééquilibrage des rapports de force sociaux, aujourd'hui très dégradés.

C'est tout l'enjeu. ||

Guillaume Liégard

Enjeux des nouvelles gauches en Europe

Le combat politique pour une autre Europe

Le dossier

L'ÉCLATEMENT DE LA CRISE SYSTÉMIQUE DU CAPITALISME en 2007-2008 a révélé les fragilités de la construction européenne et a réactivé les antagonismes nationaux et les hiérarchies qui traversent les différentes puissances économiques du continent. Depuis 2010, la réponse des classes dirigeantes européennes, menée par les dirigeants Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, a été d'impulser une politique coordonnée à l'échelle européenne de « super austérité » dont la Grèce a été le « laboratoire ». À travers le carcan de fer du TSCG et des différentes mesures qui encadrent maintenant les budgets nationaux, l'objectif est de démanteler systématiquement et rapidement les acquis sociaux, les systèmes de protection sociale, les garanties qui peuvent exister en termes de droit du travail pour donner un coup d'arrêt aux résistances antilibérales qui freinent l'adaptation du continent européen à la logique du capitalisme mondialisé.

La mise en place des politiques d'austérité a ouvert une nouvelle phase de luttes de classes, de bras de fer prolongé entre les peuples et les gouvernements. Des mobilisations puissantes se sont déployées ces dernières années, que ce soit en Grèce, en Espagne, au Portugal, en France aussi en 2010 contre la réforme des retraites, mais également dans des pays d'Europe de l'Est, comme en Roumanie, où des politiques antisociales brutales ont été imposées. Mais malgré la tentative embryonnaire de journées de mobilisa-

tion européenne en février et octobre 2012, sous la pression des syndicats grecs et portugais, la mobilisation à l'échelle européenne n'a pas permis de donner un réel coup d'arrêt et de faire dérailler le rouleau compresseur des politiques d'austérité. L'absence d'un véritable mouvement social européen, d'un horizon commun des luttes des peuples d'Europe pèse négativement sur les rapports de force entre les classes et pose la question de comment renforcer la possibilité de luttes communes à l'échelle européenne.

La tentation du repli national

Face à cette difficulté, une tentation existe qui revient à intérioriser la difficulté rencontrée et à renoncer à envisager une confrontation politique à l'échelle de l'Europe. Elle se traduit par le débat qui traverse la gauche de transformation sociale et écologique, ainsi que le mouvement syndical, sur la question de la sortie de l'euro. Il est évident que la politique monétaire de la Banque centrale européenne constitue un problème majeur qui renforce l'austérité salariale que subissent les peuples et qu'elle doit être critiquée.

D'autre part, les politiques insensées mises en œuvre par les gouvernements, qui alimentent la crise plutôt qu'elles ne la résorbent, pourraient très bien provoquer à l'avenir une dislocation du système monétaire européen. Mais faire de la sortie de l'euro la condition d'une alternative à l'austérité, c'est faire fausse route. Parier sur la dévaluation de la nouvelle monnaie, pour récupérer de nouvelles marges de manœuvre en termes d'exportation, c'est mettre en œuvre une politique fondamentalement non coopérative à l'échelle européenne. Laquelle ne pourrait se faire qu'au détriment des autres peuples d'Europe, et en fait réactiverait la guerre de tous contre tous, interdisant l'émergence de véritables politiques de coopération et de solidarité entre les peuples d'Europe. À l'inverse la rupture avec l'austérité doit se concrétiser par des mesures qui, prises par un pouvoir de gauche dans un pays donné, appelleraient les autres peuples à les reprendre à leur compte et à les généraliser, pour un changement à l'échelle de tout ou partie de l'Union.

Un deuxième argument parfois avancé consiste à dire que l'échelon européen serait essentiellement un espace « technocratique » qui ne constituerait pas un lieu de confrontation « politique » entre les classes et que l'essentiel du combat doit se mener à l'échelle nationale. L'internationalisme « européen » n'aurait aucun sens et il faudrait soit se situer à l'échelle nationale soit directement à l'échelle mondiale. Ce débat en fait n'est pas réellement nouveau au sein de la gauche et du mouvement ouvrier. Déjà, Rosa Luxembourg à la fin du 19^e siècle défendait que l'Europe n'était rien de plus pour elle qu'un « *fantasme sans vie* », qui constituait une régression par rapport au véritable internationalisme. « *L'idée de civilisation européenne est complètement étrangère au prolétariat conscient. Ce n'est pas la solidarité européenne, mais la solidarité internationale, embrassant toutes les régions, toutes les races et tous les peuples de la terre, qui est le fondement du socialisme dans un sens marxiste. Toute solidarité partielle n'est pas une étape vers la réalisation d'un internationalisme authentique, au contraire, elle en est l'ennemie.* » Le bouleversement et les massacres de la Grande Guerre de 1914-1918 combinés à l'espoir soulevé par la révolution russe a bousculé les coordonnées du débat. Le mouvement communiste dans ses premières années se positionne alors en défense des « États-

Unis socialistes d'Europe », ce qui tranche le contenu social, de classe, du projet de construction européenne.

Relever le défi de l'autre Europe

Dans les conditions politiques concrètes de la mondialisation capitaliste d'aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire de saisir comment la lutte de classes se déploie historiquement à travers des médiations concrètes, que ce soit à l'échelle nationale, continentale et internationale. Ce n'est pas un hasard si la dynamique de masse la plus importante, qui a le plus renouvelé l'internationalisme aujourd'hui, à savoir le mouvement altermondialiste entre 1999 et 2003-2004 a été un moteur puissant pour crédibiliser la perspective d'une autre Europe (en particulier avec les Forums sociaux européens) et a nourri la dynamique antilibérale du Non de Gauche au TCE en 2005 (dont la dimension alter européenne a été décisive pour gagner l'hégémonie à gauche). Le défi est de réussir à ce que les luttes contre l'austérité et la perspective d'une autre Europe se nourrissent réciproquement.

La bataille pour une Europe au service des peuples, radicalement opposée à celle qui se construit dans l'intérêt de la finance et du capital, est une bataille de longue haleine qui connaît des avancées et des reculs mais constitue une question décisive dans la reconstruction d'une nouvelle gauche et d'une nouvelle perspective d'émancipation. Les prochaines élections européennes du 25 mai seront un moment clé pour faire des pas en avant dans ce sens. D'abord à travers les différentes campagnes de la gauche de transformation sociale dans plusieurs pays européens, et dont chaque succès sera un encouragement pour les forces des différents pays.

Ensuite dans la capacité de ces forces politiques à enracer leur projet de rupture avec le libéralisme dans les luttes concrètes qui peuvent se développer à l'échelle européenne. La mobilisation pour la défense du droit à l'avortement en janvier dernier s'est amorcée en Espagne et a rencontré un écho bien plus large, car c'est à l'échelle européenne que les droites et les réactionnaires mènent l'offensive contre le droit des femmes à disposer de leur corps. D'autres terrains de luttes peuvent se développer à partir de questions immédiates pour la défense des droits sociaux et démocratiques. Il est essentiel de rendre visible à une échelle large qu'il existe deux projets antagonistes pour l'Europe : celui de l'UE telle qu'elle est aujourd'hui, qui sert avant tout les banques et la finance, et celui porté par les luttes des peuples d'Europe qui refusent le cauchemar austéritaire et réactionnaire. Les rassemblements de la gauche de transformation sociale défendent cette seconde perspective qui suppose une rupture dans la construction institutionnelle de l'Europe. Ensemble !, au sein du Front de gauche, défend la nécessité d'une « Assemblée constituante européenne », c'est-à-dire d'une refondation globale du projet européen, dont la première étape passe par une réappropriation de la souveraineté populaire, à l'échelle nationale, comme à l'échelle européenne, par les peuples eux-mêmes. C'est une proposition que nous voulons mettre en débat et faire progresser, dans le Front de gauche, dans le mouvement social, au sein du Parti de la Gauche européenne et auprès de tous les citoyens pour rendre possible l'émergence d'une autre Europe au service des peuples. II

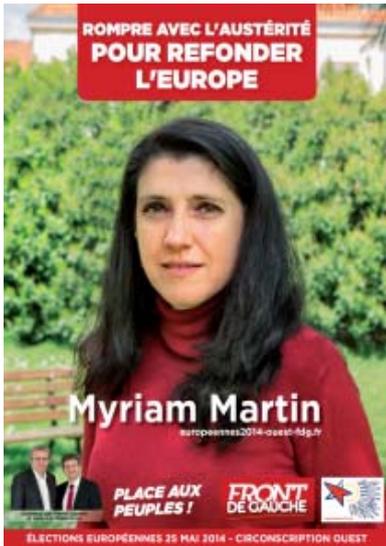
François Calaret



Myriam Martin : « Faire apparaître le projet du Front de gauche comme une alternative crédible »

MYRIAM MARTIN, TÊTE DE LISTE DU FRONT DE GAUCHE DANS LA CIRCONSCRIPTION OUEST pour les élections européennes du 25 mai, est l'une des quatre porte-parole d'Ensemble! Nous reproduisons ici des extraits d'un entretien qu'elle a accordé à Regards E-mensuel (propos recueillis par Rosa Lafleur).

Regards : Quel est l'enjeu de cette campagne des Européennes ?



Myriam Martin : Faire apparaître le projet du Front de gauche comme une alternative crédible. Nous voulons articuler un projet de rupture avec les politiques d'austérité, de désobéissance à l'égard des traités désastreux pour les peuples, avec des propositions en positif pour une Europe sociale qui place l'humain au centre et non la finance. À travers cette campagne, nous voulons montrer que le Front de gauche est

Myriam Martin : Les résultats des Européennes vont avoir une influence sur la suite. Nous devons donc être plus visibles et unis nationalement dans cette campagne. Il faudra ensuite un moment pour discuter de son bilan et de son avenir. Pour le moment, le Front de gauche est un cartel d'organisations, ce qui n'est pas le projet initial et ce qui n'est pas suffisant. L'outil

Le mouvement Ensemble s'est récemment lancé et doit tenir son congrès fondateur à l'automne. Quelle est son utilité ? Son profil politique ?

Myriam Martin : La première utilité d'Ensemble, c'est d'avoir rassemblé des courants politiques qui avaient des projets très proches et se retrouvaient dans des luttes de résistances. Ce qui nous ras-

semble, c'est la recherche de façons nouvelles de faire de la politique. Ensemble se conçoit et se construit dans le Front de gauche, avec l'idée de porter le débat du dépassement du cartel, de l'adhésion

l'outil politique pour porter ces contestations et ces aspirations. Après les difficultés des élections municipales, il faut rassembler les différentes composantes et les militants du Front de gauche. Nous avons à montrer que nous sommes capables de prendre des initiatives, comme lors de la manifestation réussie du 12 avril dernier. L'enjeu, c'est également de donner à voir la dynamique de la gauche radicale à l'échelle européenne. Le Front de gauche a des correspondants dans la plupart des États européens. Avec eux, nous avons un projet commun et un porte-voix, Alexis Tsipras, qui incarne la lutte du peuple grec et qui est notre candidat à la présidence de la Commission européenne. Même si la gauche radicale prend des formes différentes suivant les pays, nous nous opposons ensemble à la politique libérale et austéritaire imposée par l'Union. Cette dynamique européenne est nouvelle : nous devons lui donner de la visibilité et de la crédibilité.

La campagne est très courte, le défi est difficile car il faut aller contre la tendance structurelle de l'abstention, notamment aux élections européennes. C'est un pro-

Comment voyez-vous l'avenir du Front de gauche ?

blème qui nous touche en particulier car l'électorat populaire – les chômeurs, les précaires – qui s'abstient est en partie le nôtre. Or il n'est pas simple d'expliquer l'intérêt d'élire des députés dans une structure qui donne, pour l'instant, peu de pouvoirs et de prérogatives aux élus. Mais l'enjeu national en vaut la chandelle ! Le plan d'austérité annoncé par Manuel Valls doit trouver un refus dans les urnes. Il y a dans cette élection une dimension referendum : pour ou contre ces mesures austéritaires ? Nous avons à convaincre celles et ceux qui sont écœurés des choix gouvernementaux du fait que s'abstenir, c'est permettre à ces politiques de continuer. Nous avons besoin d'un maximum de députés de cette gauche d'alternative au Parlement européen car ils et elles constituent des points d'appui pour défendre nos idées et faire le lien avec les résistances sociales. Pour construire une gauche radicale européenne, avec la Gauche unitaire européenne (GUE), avec l'Alliance Rouge et Verte, nous devons faire grossir partout en Europe ses scores et son nombre d'élus. [...]

il faut aussi se demander comment on discute avec les forces sociales et avec ceux qui, à EELV ou au PS, sont en désaccord avec le gouvernement. La question de la recomposition politique se pose plus que jamais. Elle doit articuler l'unité et la radicalité. Ce débat doit être ouvert dans le Front de gauche. [...]

directe, de l'abandon des vieilles pratiques. C'est un défi, mais dans la période il est important d'avoir un objectif de refondation d'un mouvement politique. Ensemble n'est pas figé sur des vieux schémas. II

Elisabeth Gauthier¹ : « Les élections européennes peuvent donner un signal »

Quels sont les principaux enjeux, à ton avis, des élections européennes, pour les forces de la gauche radicale ?

« Il est de notre responsabilité de contribuer à ce que les citoyens partout en Europe puissent s'approprier les enjeux de cette élection et faire un choix qui corresponde à leurs intérêts. Nous avons cette fois-ci des arguments nouveaux à mettre pleinement en valeur, si nous voulons être efficaces.

Pour la première fois, la gauche de transformation se montre capable de faire une campagne européenne. Notre capacité à choisir Alexis Tsipras comme candidat commun pour la présidence de la Commission européenne permet dans une élection de symboliser, de rendre visible le « tous ensemble » dans notre combat au niveau national et européen. Sans vouloir sous-estimer les efforts à réaliser pour progresser dans cette voie, mesurons et valorisons pleinement cette symbolique !

En effet, les choix austéritaires, appliqués certes de façon différenciée, mais partout en Europe, ont des effets destructeurs pour toutes les sociétés. Ils rapprochent les réalités à affronter, les luttes, les propositions alternatives. Nous devons mener « tous ensemble » la bataille en Europe. Ce n'est pas l'intégration européenne en tant que telle qui abîme les sociétés, la démo-



cratie, met 5,5 millions de jeunes au chômage. C'est le néolibéralisme qui en est la cause, qui pousse l'UE au bord de l'explosion, qui accentue les clivages, qui génère le rejet des institutions (nationales et européennes), qui fait douter de la possibilité de changer. Il peut y avoir une autre Europe, un autre euro, un autre sens commun. Puisque le néolibéralisme n'a rien de naturel mais est un choix économique et politique au bénéfice des plus puissants, celui-ci peut être renversé. Ce défi est posé partout en Europe, dans chaque pays. Et les élections européennes peuvent donner un signal : celui que la gauche radicale progresse, rassemble, se bat, porte une ambition. Celle de modifier

les rapports de force, de constituer des majorités afin de gouverner autrement, pour changer la vie réelle des gens. Ce qui suppose en même temps de reconstruire une Europe unie, sur des bases démocratiques, progressistes. Avec la candidature Tsipras, nous exprimons notre solidarité avec les luttes des peuples du Sud et exprimons en même temps une grande ambition : celle de changer le pouvoir politique en Europe². Comme le dit notre candidat commun : reconstruire l'Europe, c'est la changer. Pour qu'elle survive, il faut la changer maintenant. Ce sont cette lucidité et cette ambition que portent en France nos listes Front de gauche.

Comment travailler au rapprochement entre forces sociales et politiques à l'échelle européenne ? Quel bilan des initiatives prises notamment depuis l'Altersummit d'Athènes ?

« Sur le plan politique, l'émergence du Parti de la gauche européenne comme espace politique commun de la gauche de transformation est un pas considérable en faveur de l'émergence d'un sujet politique européen.

Les élections municipales en France constituent un des moments significatifs de la crise continue de la social-démocratie européenne. Décennie après décennie, son assise subit une érosion, avec récemment de brutales accélérations dans certains

pays (PSOE en Espagne, Pasok en Grèce). En Italie, le parti social-démocrate a disparu, en Allemagne, il ne peut plus prétendre être principale force de gouvernement. Puisque la gauche transformatrice a réussi, dans des processus complexes, à ne pas disparaître à la suite de 1989 et à commencer à se constituer y compris au niveau européen, elle a aujourd'hui une très grande responsabilité : faire vivre une alternative au néolibéralisme, contrer ainsi la dynamique de la droite extrême, mobiliser les citoyenNES en leur proposant une politique qui vaille. La création de nou-

velles alliances partout en Europe est une urgence dans le contexte actuel : il s'agit notamment d'agir contre le sentiment d'impuissance, de proposer une perspective aux électeurs socio-démocrates qui refusent de se fourvoyer dans l'impasse stratégique que constitue le néolibéralisme.

Lors de ces élections européennes, chaque voix, dans quelque pays que ce soit, en faveur d'une des listes convergeant avec le message d'Alexis Tsipras, chaque voix qui permettra d'élire des député-es GUE/NGL – groupe parlementaire européen de la

gauche qui progressera sensiblement selon les sondages – pèsera pour le rapport de force global dans l'UE. Certes, les forces dominantes vont s'employer à parler d'un progrès des « deux extrêmes » dans la mesure où l'extrême droite va progresser. Nous devons donc montrer avec force que notre combat a comme ambition l'existence, le développement d'une véritable alternative pour toute l'Europe face aux politiques d'austérité portées par la droite ou encore les sociaux libéraux.

Le rapport de force créé dans un des pays co-détermine aussi celui des autres. Dans chaque pays, les forces en mouvement bénéficieront des progrès réalisés ailleurs. Le lendemain des élections, nous n'allons pas seulement regarder les résultats par pays, mais additionner tous les résultats et députés de la gauche européenne et les comparer aux autres forces. L'utilité de chaque voix n'est donc pas seulement un enjeu national, mais désormais européen ! Si dans un de nos pays, une majorité de gauche arrivait à gouverner, la première chose à faire serait de voir sur qui compter en Europe (mouvements, partis, élus, députés européens, institutions, syndicats, intellectuels...) pour avoir la force de

rompre avec la logique actuelle, pour imposer d'autres choix. C'est aussi cette ambition, la préparation de telles situations qui imprègnent la campagne européenne de Tsipras. Certes, l'état de la crise en Europe ne permet aucun optimisme. La crise en Ukraine montre que la situation de l'UE est critique y compris du point de vue de sa politique extérieure et de sécurité, et qu'une redéfinition sous l'angle d'une

**CONTRE
L'EUROPE DE
LA FINANCE
IMPOSONS
L'HUMAIN
D'ABORD**

LE 25 MAI
VOTEZ
POUR LES LISTES DU

**FRONT
DE GAUCHE**

émancipation des intérêts stratégiques des États-Unis est indispensable. Mais être responsable exige aussi de formuler et rendre visibles les possibles. C'est à cela qu'il faut œuvrer dans cette campagne. Modifier sensiblement le rapport de force politique à l'occasion de l'élection européenne, c'est, à ce moment précis, la façon la plus efficace de mener le combat de classe à l'échelle européenne.

Quelles initiatives peuvent être envisagées dans les prochains mois ?

« Ces dernières années, les coopérations entre acteurs sociaux et politiques de différents pays et traditions (AlterSommet, par exemple) ont permis de rapprocher les analyses et propositions d'alternatives. Le respect de la pluralité des modes de pensée et des expériences s'avère non seulement nécessaire mais aussi créatif, permet de formuler des plateformes et axes majeurs pour l'incontournable refondation de l'Europe. Le Manifeste de l'AlterSummit présenté à Athènes en juin 2013 en est une expression et continue d'alimenter nos prises de positions et actions.

Malgré les difficultés de mener des luttes, de nombreux processus de travail sont en cours. L'AlterSummit constitue un espace de travail commun permettant la coopération entre forces multiples et en recherchant le dialogue entre acteurs sociaux et politiques. Il adresse ses propositions aux candidats aux élections européennes, entreprend l'organisation de conférences thématiques (comme récemment à Budapest sur le défi que représente l'influence grandissant des droites nationales-

autoritaires ou extrêmes), participe aux initiatives syndicales européennes, crée du lien entre initiatives et mouvements. Il participe de l'alliance contre le Grand Marché transatlantique qui organise le 15 mai l'encerclement du « European Business Summit » (réunissant les principaux décideurs) à Bruxelles. Suivra le même jour un « Tribunal des peuples sur l'austérité ». À Paris s'organisera le 17 mai (RV 14h Opéra), à une semaine des européennes, une marche dans le cadre de la journée européenne des résistances et alternatives (initiée par le réseau allemand Blockupy) pour une Europe démocratique, sociale et écologique.

De nombreux réseaux contribuent à l'émergence d'un espace citoyen européen à travers leurs activités variées, et souvent organisées en coopération avec d'autres. Le Parti de la Gauche européenne et Transform! viennent de tenir une conférence à Bruxelles avec une cinquantaine d'intervenants pour rechercher les alternatives afin d'en finir avec le poids de la dette publique. Un forum des alternatives doit se tenir à l'automne. On peut aussi

signaler l'activité de plusieurs réseaux d'économistes critiques coopérant de plus en plus au niveau, un signe de la contestation élargie du néolibéralisme. L'université européenne d'Attac se tiendra cette année à Paris (19-23 août) et sera une des occasions pour échanger nos analyses, fixer des objectifs communs. » II

Elisabeth Gauthier

1. Dernières publications :

- ▶ *Changer d'Europe* (avec M-Ch. Vergiat et L. Weber), Le Croquant, 2013 ;
- ▶ *Réflexions stratégiques pour changer l'Europe* (avec Walter Baier et Haris Golemis) revue Transform! N° 13-2014 (disponible sur le site www.espaces-marx.net)

2. Voir la déclaration programmatique d'Alexis Tsipras :
<http://syryza-fr.org/2014/05/02/declaration-programmatique-dalexis-tsipras-ma-candidature-un-mandat-pour-lepoir-et-le-changement/>

Marie-Christine Vergiat : « Faire de la construction européenne un débat citoyen »

Quelles sont les principaux enjeux des prochaines élections européennes et comment faire de la campagne du Front de gauche un outil pour l'implication populaire ?

« L'Union européenne est la principale fabrique de l'austérité et ses dirigeants, au niveau tant européen que national, en sont totalement responsables. Ce n'est pas aux peuples de payer la crise des subprimes et celle des dettes dites souveraines ! Cette crise est celle des banquiers et de l'oligarchie qui les laisse s'engraisser sur le dos des peuples. **Les élections doivent être l'occasion de leur envoyer un signal fort : l'Europe de l'austérité et de la finance, ça suffit !**

Les politiques néolibérales conduisent aujourd'hui à l'abandon de pans entiers de la société. Elles détruisent l'État providence, les services publics, autrement dit les outils indispensables à la solidarité, cassent le code du travail et la protection sociale.

Pourtant l'UE demeure la première puissance économique du monde mais, en son sein, les écarts entre les plus riches et les plus pauvres ne cessent de s'aggraver. 25 % de personnes sont aujourd'hui menacées d'exclusion. Le taux de chômage, et tout particulièrement celui des jeunes, atteint des niveaux records.

Il faut rompre avec ces politiques et dire que des alternatives sont possibles. Il faut

dire : assez de dumping social et fiscal, assez de concurrence et de compétitivité. Nous voulons une Europe tournée vers ses peuples, le progrès social et la démocratie : une Europe des droits qui se préoccupe enfin des besoins humains. **L'Humain d'abord : avec des valeurs de solidarité et de coopération.**

La construction européenne ne peut continuer à se faire contre les peuples. Après la négation du rejet du Traité constitutionnel en France mais aussi dans d'autres pays de l'UE, le déficit démocratique ne cesse de croître. Les souverainetés populaires doivent être respectées et les politiques européennes doivent être mises en débat public.

Il faut rompre avec les Traités européens et savoir désobéir. C'est possible. D'autres pays européens savent dire non et ne prendre dans l'UE que ce qui les intéresse.

Il est temps d'offrir aux EuropéenNES et à touTEs celles et ceux qui vivent sur le territoire de l'UE un modèle de développement durable. En établissant un Smic européen, en interdisant les licenciements boursiers, en mettant en place des visas sociaux et environnementaux aux frontières, nous proposons de **créer un bou-**

clier social garantissant la sécurisation des emplois contre la précarisation du travail. Plus que jamais, il faut **donner à l'Europe le caractère social que les peuples européens réclament.**

Il n'y a pas de démocratie sans progrès social, il n'y a pas de progrès social sans progrès démocratique. Sachons ouvrir le débat et **faire de la construction européenne, un débat citoyen.** » II

Marie-Christine Vergiat



Italie : « Prima le persone ! »

230 000 SIGNATURES RÉCOLTÉES EN MOINS D'UN MOIS À TRAVERS TOUTE L'ITALIE, des mobilisations exceptionnelles pour atteindre l'objectif fixé par la loi électorale dans des régions particulièrement difficiles comme le Val d'Aoste ou la circonscription des îles (Sardaigne, Sicile), le pari de la liste « l'Altra Europa con Tsipras » est déjà gagné. Elle présente des candidats dans toutes les circonscriptions italiennes aux élections européennes du 25 mai prochain.

La situation politique italienne est complexe et, à bien des égards, emblématique des débats et tensions qui parcourent l'Europe. La crise économique et le berlusconisme ont été le terreau fertile pour le désintérêt envers la vie politique et le développement du Mouvement 5 Etoiles de Beppe Grillo qui mêle, dans la plus

grande confusion idéologique, le refus de la situation existante, des discours populistes et l'expression de revendications, de colères et de frustrations extrêmement profondes. Aux élections législatives de février 2013, il recueille près de 9 millions de voix, 25,5% des suffrages (soit environ 10% de plus que les plus optimistes des

sondages), le plaçant en position d'arbitre grippant de manière définitive le fonctionnement traditionnel des partis politiques italiens. De plus, l'aggravation de la situation économique, dans un pays où les amortisseurs sociaux sont plus faibles qu'en France, pour les classes moyennes, notamment, favorise l'apparition, de

mouvements sociaux corporatistes, régionalistes, comme les « forconi » que l'extrême droite essaie de manipuler plus ou moins ouvertement.

La gauche sort en ruines de cet épisode électoral. Le Parti démocrate s'engage dans une grande coalition avec les forces du centre droit et s'éloigne toujours plus, idéologiquement et politiquement de toutes les positions sociales-démocrates qui structuraient encore sa ligne politique et qu'il avait portées au cours de la campagne électorale. Quant aux deux partis qui représentent à des titres divers la gauche radicale, SEL (Sinistra, Ecologia è Libertà) et Rifondazione Comunista, ils se retrouvent, pour le premier, embarqué dans une coalition électorale avec le PD, ce qui lui a garanti 37 députés, sans lui permettre de dégager ni une ligne politique autonome ni une légitimité auprès des mouvements sociaux, et, pour le second, extrêmement affaibli après son échec électoral (700 000 voix, 2,2%, aucun élu).

C'est dans cette situation qu'est constituée la liste l'Altra Europa con Tsipras, en janvier 2014. De nombreux secteurs de la gauche italienne ont conscience des enjeux et de la situation d'urgence économique, sociale et démocratique qui s'impose à eux. D'un côté, le Parti démocratique au gouvernement, d'Enrico Letta à Matteo Renzi suit résolument sur la voie de « l'administration ordinaire du présent », de la gestion de l'Italie selon les exigences néolibérales inspirées par Merkel. De l'autre, le Mouvement 5 Etoiles de Grillo agite le slogan « Cassons tout » vide de toute issue politique. Ces secteurs de la gauche italienne ne se reconnaissent pas, ou pas uniquement, dans les partis qui ont échoué à plusieurs reprises, (échec de la Gauche unie, de la liste Arc-en-Ciel, de la liste Révolution civile aux élections de 2013) et cherchent une méthode efficace et innovante pour présenter une programme et des formes de mobilisation alternative. Plusieurs initiatives convergent vers un appel signé par une dizaine d'intellectuels reconnus de la gauche radicale italienne, qui fait ouvertement référence à la candidature d'Alexis Tsipras à la présidence de la Commission européenne, présentée par le Parti de la Gauche européenne. Ce premier appel est suivi par un appel provenant de secteurs associatifs, syndicaux, du mouve-

ment des centres sociaux, des mouvements de jeunes étudiants, chômeurs et précaires (ACT, Agir, Construire, Transformer), de militants engagés dans la défense des biens communs, ou de mouvements de défense des droits des femmes.

Cette initiative, indépendante des partis est rapidement soutenue par Rifondazione Comunista, puis à l'issue de son congrès par la majorité de SEL, la minorité préférant soutenir le Parti démocratique et la candidature de Martin Schultz. Les listes, qui sont constituées pour chacune des cinq grandes circonscriptions doivent, à la fois, refléter la diversité des composantes et ne pas compter de militants ayant exercé de responsabilités électives durant les dix dernières années. Le programme s'articule autour de trois thèmes : le refus du néolibéralisme en tant que paradigme économique et donc de l'austérité et toutes ses conséquences, la question de la souveraineté, non pas en tant que souveraineté « nationale », mais en tant que souveraineté de décisions concernant les biens communs, les moyens de production, en tant qu'« idée de gouvernement » de la Banque centrale européenne, des projets d'investissements européens, enfin autour du thème de la solidarité entre les peuples en Europe, illustrée par exemple par les questions de la dette et du rôle de la Banque centrale européenne.

La campagne a donc commencé par une intense mobilisation à travers toute l'Italie, afin de recueillir les 150 000 signatures indispensables pour avoir le droit de présenter des listes. Cette première victoire n'a été possible que grâce à l'engagement de milliers de militants issus de comités locaux, mettant en commun leurs réseaux, les liens tissés dans les luttes, au-delà des spécificités des uns et des autres. Les différentes échéances politiques du printemps ont ensuite permis aux comités de la liste l'Autre Europe de prendre toute leur place politique, dans la lutte contre les projets austéritaires du gouvernement Renzi, dans la dénonciation des projets antidémocratiques de modification de la Constitution italienne ou dans la manifestation contre l'austérité et pour le droit au logement du 12 avril à Rome, ou encore les manifestations de commémoration de la libération de l'Italie, le 25 avril, avec une forte tonalité antifasciste.

Le 1^{er} mai, l'Altra Europa a participé aux manifestations syndicales et des mouvements sociaux dans la plupart des villes italiennes. Elle a vigoureusement dénoncé les violences policières qui ont marqué la manifestation de Turin. Dans les dernières semaines de campagne, la liste l'Altra Europa doit faire face au boycott des médias (un recours a été déposée auprès de l'Agcom, autorité de contrôle de la communication) et met en œuvre toutes sortes de formes de mobilisation innovantes afin d'atteindre le seuil de 4% des suffrages, qui lui permettra d'avoir des élus au Parlement européen.

Quoi qu'il advienne, l'Altra Europa con Tsipras sera partie prenante de la recomposition de la gauche radicale italienne. Sans faire abstraction des partis se réclamant de la gauche de transformation, cette recomposition passera également par le débat en cours dans le syndicalisme italien, et l'actuel congrès de la CGIL en est la preuve. Elle passera aussi par la mise en commun des expériences, des revendications et des formes de lutte qui éclosent avec force en Italie. C'est dans une situation d'urgence ressentie par tous que se déroule cette recomposition, tant est présent le sentiment qu'un échec de plus aurait des conséquences désastreuses pour l'existence même d'une gauche qui n'a plus de représentation parlementaire, pour toute possibilité d'expression d'une orientation politique alternative au néolibéralisme, pour la légitimité même des luttes. II

Mathieu Dargel

Informations recueillies auprès de Giuseppe di Molfetta, représentant à Paris de la liste L'Altra Europa.

Site officiel de la liste :
<http://listatsipras.eu/>



Grèce : « Le 25, on vote ! le 26, ils s'en vont »

DANS TOUTE L'EUROPE, LA PRESSE S'EST FAIT L'ÉCHO D'UN PRÉTENDU RÉTABLISSEMENT de la situation économique de la Grèce, qui lui permettrait de revenir sur les marchés pour y emprunter à nouveau. La réalité de la crise économique et sociale est bien différente et les élections du 25 mai sont une échéance fondamentale pour l'évolution de la situation politique en Grèce. Ensemble donne ici la parole à Vangelis Gourgas, représentant à Paris de Syriza.

Quelle est la réalité de la situation économique et sociale en Grèce ?

Le gouvernement grec et la presse se félicitent de ce « retour sur les marchés ». A la veille du 25 mai, ils en font une success story à usage électoral. Mais ils oublient de dire que ce sauvetage des banques, qui peuvent à nouveau emprunter, s'est fait sur le dos du peuple grec et à eu un coût social immense. A coups de mensonges sur le coût du travail, la rigidité du marché du travail, le caractère exorbitant des protections sociales, discours que l'on entend à travers toute l'Europe, ils ont réussi à imposer un salaire minimum de 300€, à supprimer, ou presque, les cotisations patronales, à détruire la santé publique. Et tout ça pour quoi ? En quatre ans, le PIB de la Grèce est passé de 211 milliards d'€ à 171 milliards d'€ et la dette publique de 125% du PIB à 171%, soit 317 milliards d'euros. Plus de 50 milliards de fonds publics ont été dépensés pour recapitaliser les banques, aujourd'hui, le gouvernement a décidé de vendre ses participations pour 18 milliards, spoliant ainsi le peuple grec de près de 40 milliards d'euros.

Le chômage touche 28% de la population active, 62% chez les jeunes de moins de 26 ans, les salaires ont chuté de plus de 40% et le nombre de sans abri est estimé à plus de 40 000 personnes, suite aux expropriations des familles endettées. On peut parler de catastrophe humanitaire. C'est ça la réalité de la politique préconisée par la Troïka.

Où en sont les luttes sociales ?

Les luttes sont importantes, dans chaque secteur, dans chaque région, mais elles ne sont pas centralisées comme en 2010. Il n'y a pas actuellement de grandes mobilisations. Mais on sent grandir une rage souterraine qui s'exprimera par les urnes.

Le 25 mai, il y a plusieurs échéances électorales ?

Nous disons : « trois urnes, un seul message ». Européennes, régionales, municipales, sanctionner cette politique ! Dès le 18 mai, premier tour des municipales, on verra comment se positionnent les forces en présence et si les sondages, qui placent régulièrement Syriza et les listes qu'il soutient en tête, seront vérifiés. Du côté des partis de droite, Nouvelle Démocratie, et du Pasok, c'est la panique qui s'installe. Les attaques contre Alexis Tsipras et Syriza s'intensifient. Soit Tsipras est présenté comme l'héritier de Staline, soit, au contraire, la presse présente Syriza comme un parti modéré, comme les autres, pour lequel il n'y aurait aucun intérêt à voter ! Ils misent sur l'abstention. Du côté du Pasok, la panique est telle qu'ils n'osent même plus se présenter sous leur nom, mais sous celui de l'Olivier.

Par ailleurs, la répression s'accroît. En plus des actions de la police contre les manifestations, un décret vient d'être pris qui interdit aux syndicats, unions et associations professionnelles, de diffuser des messages politiques pendant la période électorale, suite à une affiche et un clip de l'union des pharmaciens qui refusait de vendre les médicaments en grande surface... Localement, la campagne est assez tendue, quelques bureaux de Syriza ont été attaqués, mais Syriza est la seule force qui

peut se permettre de tenir des meetings en plein air, chaque soir, dans tout le pays.

La campagne d'Alexis Tsipras est aussi une campagne européenne ?

En tant que candidat présenté par le PGE, Alexis Tsipras est présent à toutes les initiatives des listes du PGE à l'occasion de cette campagne. Exposer à travers l'Europe les résultats concrets, réels, de la politique néo-libérale impulsée par Angela Merkel, expliquer comment, en Grèce, il est possible de battre cette politique, de désobéir à l'Europe, c'est faire le lien entre les échéances nationales et les échéances des luttes en Europe.

Que se passera-t-il le 26 mai ?

Qu'ils s'en aillent tous ! La première place de Syriza aux européennes et sa victoire significative aux municipales et régionales signerait le début de la fin de ce gouvernement qui ne tient plus qu'à deux voix de majorité. Les élections législatives sont prévues normalement en 2015, mais il est inconcevable que cette rage souterraine, exprimée dans les urnes, doivent attendre encore un an, à supporter les agissements anti-démocratiques des partis gouvernementaux et la perte du pouvoir du Parlement qu'ils sont en train d'instaurer. Le résultat du 25 mai, ce sera l'ouverture d'une crise politique de grande ampleur dans laquelle Syriza est prêt à jouer tout son rôle. II



ΣΥΡΙΖΑ
ΣΥΝΑΣΠΙΣΜΟΣ ΡΙΖΟΣΠΑΣΤΙΚΗΣ ΑΡΙΣΤΕΡΑΣ

Ukraine : La gauche et Maidan

Entretien avec le socialiste ukrainien Denis Pilas

ENVIRON 150 PERSONNES SE SONT RÉCEMMENT RÉUNIES À KIEV pour assister à une conférence organisée par des organisations de gauche ukrainiennes, dont l'Opposition de gauche, avec le soutien de la « Fondation Rosa Luxemburg ». La conférence, intitulée « La gauche et Maidan », a discuté des perspectives pour la gauche en Ukraine. Il y avait également des participants en provenance de Russie, de France, d'Allemagne, de Pologne et de Biélorussie, ainsi des élus de gauche du Bundestag allemand et de la Douma russe¹. Nous reproduisons une interview réalisée par Ben Neal, de l'organisation anticapitaliste britannique « Revolutionary Socialism in the 21st Century » (RS21), du militant Denis Pilas, l'un des organisateurs de l'événement.

Pourriez-vous expliquer quels étaient les objectifs de la conférence ?

Denis Pilas : Elle a été organisée pour les militants de gauche qui ont participé aux manifestations de Maidan afin de partager leurs expériences et leurs analyses dans le but d'élaborer un plan et une vision claire de la stratégie à venir pour la gauche en Ukraine. Et, bien entendu, je vois cette conférence comme un outil important pour promouvoir la solidarité internationale. J'étais vraiment heureux de la participation de militants syndicaux indépendants de Dniepropetrovsk et de Kryvoï-Rog (dans le sud-est de l'Ukraine - NdT), de dirigeants ouvriers vétérans [qui ont pris part aux grèves des mineurs de 1989 à la fin de l'Union soviétique] et de jeunes mineurs qui ont participé à leurs « Maidan » locaux et à la poursuite des manifestations pour des causes sociales.

Quels sont les principaux résultats de la conférence ?

L'un des principaux résultats a été la consolidation des initiatives de gauche dans Maidan pour la préparation des futures manifestations sociales - aujourd'hui contre le nouveau gouvernement. Il y a eu aussi le lancement de l'« Assemblée pour la Révolution Sociale », la première liste de gauche radicale à Kiev aux élections du conseil de la ville, basée sur le concept de « démocratie délégative »². Il a été convenu de participer sous l'égide du parti « Ukraine Socialiste ».

L'un des principaux sujets de discussion, et qui un intérêt particulier pour les socialistes révolutionnaires en Grande-Bretagne, est de savoir comment la gauche internationale doit

aborder la situation en Ukraine, en particulier en ce qui concerne la gauche dans ce pays. Que pouvez-vous dire à ce sujet ?

La gauche internationale ne doit succomber à aucun type de « géopolitique » ou de soutien à l'impérialisme du « moindre mal ». A la place, il convient de faire campagne contre la politique militariste et aventurière tant des États-Unis que de la Russie. Il faudrait un authentique mouvement anti-guerre contre le risque d'une éventuelle guerre civile en Ukraine. Il faut s'opposer au régime conservateur, autoritaire et oligarchique de Poutine en Russie et se solidariser avec les militants de gauche persécutés par ce régime. Dans le cas de l'Ukraine, il faut appeler les travailleurs de l'ouest et de l'est de l'Ukraine à s'unir dans la lutte contre les oligarques. Il convient également de protester contre les exigences du FMI et inclure l'Ukraine dans toutes les luttes européennes contre l'austérité.

Que doit exiger la gauche des gouvernements occidentaux ?

Les revendications vis à vis des gouvernements occidentaux devraient être les suivantes :

- ▶▶ Annulation de la dette ukrainienne ;
- ▶▶ Suppression des visas pour les déplacements des citoyens ukrainiens ;
- ▶▶ Annulation des exigences d'austérité ;
- ▶▶ Des sanctions efficaces contre les oligarques ukrainiens, la confiscation de leurs biens à l'Ouest afin de les restituer à la population.

Que peut faire la gauche internationale pour construire la solidarité avec les militants d'Ukraine ?

Elle peut y contribuer en créant des liens avec les syndicats ukrainiens et les mouvements populaires progressistes et en menant des campagnes sur des causes communes. Des militants peuvent se rendre en Ukraine, voir les choses de leurs propres yeux et partager leur expérience avec les autres militants à leur retour. II

Source : <http://rs21.org.uk/2014/04/24/the-left-and-maidan-interview-with-ukrainian-socialist-denis-pilas/>

Notes

1) Respectivement Andrei Hunko de la fraction du parti Die Linke au Bundestag et Ilya Ponomarev, du Front de Gauche, qui a été le seul membre de la Douma russe à voter contre l'annexion de la Crimée.

2) blogs.mediapart.fr/blog/franckd/141212/democratie-delegative (note d'Avanti).

Articles, analyses, pour mieux comprendre ce qui se joue en Ukraine

Nous renvoyons le lecteur vers des textes qui donnent différents éclairages et éléments d'analyse, publiés sur le site d'« Ensemble! », accessibles dans le dossier www.ensemble-fdg.org/ukraine

- ▶▶ « Non à l'intervention du Kremlin en Ukraine », de Stefan Bekier
- ▶▶ « L'Ukraine entre ses oligarques et les impérialismes "protecteurs" », de Catherine Samary
- ▶▶ « Ukraine, le printemps des peuples est arrivé en Europe », de Zbigniew Marcin Kowalewski.

L'Europe de l'Éducation et de la formation dans la tourmente néo-libérale

A LORS QUE L'ÉDUCATION DEVRAIT RESTER DE LA COMPÉTENCE DES ÉTATS membres, la Commission européenne oriente de fait les politiques éducatives dans l'Union.

Depuis la fin des années 1980, les systèmes éducatifs de la plupart des pays développés sont soumis à de profondes réformes. Ces mutations expriment une volonté d'ajustement des systèmes éducatifs nationaux aux nouvelles exigences du capitalisme mondialisé et de ses institutions. Le nouvel ordre économique impose un nouvel ordre éducatif mondial. Ainsi, alors que les traités fondateurs de l'Union européenne placent l'éducation hors du champ de compétence de l'Europe, la Commission européenne s'érige de fait en force de propositions. Toutes les politiques éducatives en Europe doivent s'aligner sur les mêmes postulats : « *une école efficace* », ouverte aux « *partenariats* » avec l'entreprise, largement privatisée et ayant pour finalité l'adaptation à la compétition économique mondiale. Il s'agit de construire « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde* » selon les critères du néolibéralisme qui inspire l'ensemble des politiques de l'Union européenne.

L'éducation au service du patronat

Certes, les États gardent la compétence en matière d'éducation et de culture (scolarité obligatoire, formes d'organisation, reconnaissance des diplômes etc.). Mais, le pilotage de fait des systèmes éducatifs européens est une réalité avec, comme boussole, l'évaluation comparative grâce notamment à la mise en œuvre par l'OCDE du système d'évaluation Pisa, par une volonté d'harmonisation des cursus, des contenus d'enseignement et des diplômes. Ainsi pour la première fois en France, la loi Fillon d'avril 2005 s'inscrivait explicitement dans le cadre européen. Les recommandations du Haut Conseil de l'éducation sur le « *socle commun de connaissances et de compétences* »

faisaient alors référence à des recommandations européennes. La loi Peillon dite de « *refondation de l'école* » adoptée par le gouvernement Hollande s'inscrit délibérément dans la même orientation politique.

Il ne s'agit plus d'une « *Éducation* » au sens traditionnel du terme (« *ex-ducere* », c'est-à-dire un processus visant à faire émerger les capacités créatives de l'individu). Le concept d'*éducation* est ici réduit à un processus de *formation de la force de travail* telle qu'elle est jugée utile et nécessaire par les idéologues du néolibéralisme : on n'éduque plus, on forme la « *ressource humaine* » que constitue l'individu au service de l'économie et obéissant aux besoins du capitalisme mondialisé. D'où le remplacement de l'acquisition de *savoirs* par celle de « *compétences* » plus souple et évolutive, dont les contenus sont définis par le patronat, ne donnant pas lieu à une validation par le biais traditionnel des diplômes ni à leur reconnaissance dans les conventions collectives, et liée à la notion de *flexibilité* consécutive à la transformation de plus en plus rapide des contenus et des postes de travail.

Par ailleurs, conformément aux orientations définies par la déclaration de Bologne en 1999, a été instauré dans la plupart des universités d'Europe, le système dit « *LMD* » (licence, master, doctorat) qui fragilise et tend à marginaliser les diplômes nationaux. Prolongé par la loi LRU¹ : principalement axée sur des problèmes de financement et de gestion, elle constituait de l'aveu même de ses auteurs une « *réforme phare* » du quinquennat de N. Sarkozy. Force est de constater que, pour l'essentiel, la loi Fioraso adoptée dès la première année du nouveau gouvernement socialiste n'a fait que renforcer ses principales dispositions.

Une école pour l'émancipation

La politique européenne en matière éducative menace dans ses fondements même l'organisation et le fonctionnement démocratique du service public d'éducation nationale, jetant parents, personnels et élèves dans des situations de dégradation accélérée des conditions d'apprentissage où la perte de repères stables est de règle. Cette orientation politique fait consensus entre les forces de la droite libérale autoritaire et celles du social libéralisme. Mais les contradictions sont multiples entre d'une part, la volonté des classes dominantes d'accélérer la mise en œuvre de la réforme dans un contexte marqué par l'austérité budgétaire, les besoins objectifs du pays à une élévation généralisée des niveaux de formation des futurs travailleurs, les réalités d'un échec scolaire massif touchant les populations les plus défavorisées et les aspirations populaires à la justice sociale – y compris sur le plan scolaire – qui peuvent se traduire par de nouvelles explosions revendicatives du monde scolaire et de la jeunesse.

Dans son projet politique adopté au congrès de Madrid (décembre 2013) intitulé « *Unir pour une alternative de gauche en Europe* », le PGE (Parti de la Gauche européenne, auquel Ensemble! a décidé de demander son adhésion) réaffirme sa volonté d'œuvrer contre l'offensive néolibérale et construire une école qui porte l'émancipation humaine. C'est aussi notre choix. **II**

José Tovar

¹ Dite par antiphrase « *Liberté et Responsabilité des Universités* », elle place délibérément le financement des universités sous la dépendance principale du patronat.

Les femmes victimes des politiques libérales

Europe

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DU 25 MAI 2014 NE PEUVENT FAIRE L'IMPASSE SUR UNE DIMENSION TRANSVERSALE, fondamentale de notre combat politique pour l'émancipation : la lutte pour les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes.

Les femmes sont les principales concernées par les politiques d'austérité menées en Europe par la Troïka et la Commission européenne, à la fois comme salariées et retraitées ayant les situations les plus précaires, mais aussi comme agents majoritaires ou bénéficiaires des services publics sacrifiés (petite enfance, perte d'autonomie, fermeture de maternité de proximité...). C'est ce que soulignait le rapport, rejeté, d'Inès Zuber, de la GUE/NGL, rapport annuel concernant l'égalité femmes-hommes au sein de l'Union européenne.

L'UE a instauré dans les textes l'égalité femmes-hommes sur le marché du travail et préconise une augmentation du taux d'activité des femmes, mais cette orientation est inséparable d'un nivellement par le bas, comme on l'a vu au début des années 1990, avec une remise en cause des législations nationales limitant le travail de nuit des femmes dans l'industrie. La politique de l'emploi mise en œuvre passe par la flexibilisation et la précarisation de l'emploi, ainsi que par le développement du temps partiel responsable de la pauvreté d'un grand nombre de femmes salariées. De plus, les contre-réformes des retraites pratiquées dans tous les pays d'Europe imposent une augmentation de la durée de cotisation aux conséquences dramatiques pour les femmes.

Face à cette conception libérale de l'« égalité », il faut défendre l'interdiction des emplois précaires et du temps partiel imposé, une véritable réduction du temps de travail pour toutes et tous et une politique d'égalité salariale assortie de sanctions. Sans parler des enjeux autour de la promotion de l'égalité professionnelle !

Retour de l'ordre moral

La montée inquiétante des extrêmes droites en Europe entraîne un retour à

l'ordre moral et aux valeurs traditionnelles de la famille, considérées comme autant d'éléments rassurants sur la place et le rôle de chacun et sur l'avenir des sociétés. Il s'accompagne d'une remise en cause des droits des femmes et de leurs acquis, dont le droit d'avoir un enfant ou non. En décembre 2013, au Parlement européen, les forces de droite conservatrices ont rejeté le rapport Estrella qui proposait que l'avortement soit de la compétence de l'Union européenne et encourageait tous les États membres à l'autoriser. Les alliances gouvernementales avec l'extrême droite et les Églises réactionnaires font régresser les acquis sociaux que les femmes ont obtenu après de dures luttes. En Pologne, en Irlande, à Malte l'avortement est interdit. En Espagne, malgré de fortes mobilisations, le gouvernement impose une loi qui le remet en cause, tout comme la Lituanie et la Macédoine ont introduit des modifications législatives qui restreignent le droit à l'avortement. Dans d'autres pays, comme en France, ce sont les politiques d'austérité qui fragilisent l'accès à l'IVG, alors que dans le même temps le Parlement supprime la référence « à la situation de détresse ».

Partout en Europe, le droit à l'avortement et à la contraception doivent être reconnus comme des droits fondamentaux remboursés par l'assurance maladie.

Perspective émancipatrice

En France, les pressions contre le mariage pour tous, les journées de retrait de l'école traduisent cette mobilisation des secteurs les plus réactionnaires de nos sociétés. L'agitation autour de la « théorie » du genre comme élément déstabilisateur de la société, doit être combattue au profit de la mise en avant d'une perspective émancipatrice et donc forcément subversive pour les tenants de l'ordre

établi. Il faut réaffirmer que le genre, c'est un concept, une méthode de travail pour analyser la construction des rapports de domination entre les hommes et les femmes. Les rapports de force, l'évolution des sociétés construisent les identités sociales des hommes et des femmes. Être un homme ou une femme en 2014, ce n'est pas la même chose que dans les années 1930 ou 1950 !

Face à ces lobbies réactionnaires à l'œuvre, il faut des politiques européennes mettant en place à tous les niveaux de la société une éducation non sexiste, une éducation à l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes... pour l'émancipation de tous et toutes ! II

Anne Leclerc,
Stéphanie Treillet,
Marie-Pierre Toubhans



Le Tafta : on n'en veut pas !

IL Y A UN INTÉRÊT MÉDIATIQUE ET MILITANT CROISSANT POUR LE TAFTA, l'accord sur le commerce et l'investissement construisant un grand marché transatlantique entre les États-Unis et l'Union européenne.

Si les négociations aboutissent, le Tafta est censé être adopté en 2015 par les parlementaires élus lors de ces élections européennes. Le rejet du contenu de ces accords et l'arrêt des négociations sont les revendications centrales. Cela permet entre autre de se distinguer du Front national qui d'un côté critique l'accord et de l'autre vote contre toutes les motions déclarant un territoire hors-Tafta ou prenant position contre son contenu.

Il représente un moyen de contourner l'Organisation mondiale du commerce, dont les négociations bloquées n'aboutissent à aucun traité multilatéral de libéralisation, de généralisation de la « concurrence libre et non faussée ». C'est un accord entre États au profit de « leurs » multinationales, ce qui explique le rôle dominant des entreprises et de leurs lobbies, comme la Chambre du commerce américaine ou le Business Europe, dans le pilotage des négociations. L'accord est le moyen pour ces dernières de contourner, voire de contester ou d'empêcher juridiquement des décisions politiques entravant leur expansion et leurs profits. Il repose sur quatre piliers : la suppression des barrières tarifaires et non-tarifaires, la protection de l'investissement, la protection de la propriété intellectuelle et la libéralisation des marchés financiers.

La révision à la baisse des normes pour faciliter le commerce et garantir les profits est le chapitre clé de la négociation. Le mandat donné par le Parlement européen à la Commission européenne porte sur l'**harmonisation** de certaines règles, mais il annonce aussi l'instauration d'une **reconnaissance mutuelle** des normes, permettant à tous les produits d'être vendus quelles que soient les règles en vigueur. Ce serait la fin du principe de précaution européen par exemple. Le mandat annonce enfin la mise en place d'un **conseil de coopération réglementaire**, structure institutionnelle contrôlant la mise en place de l'accord, mais surtout poursuivant la négociation sur l'abolition des normes après son adoption (cette proposition est directement issue des organisations patronales européennes et états-uniennes).

Des mobilisations des deux côtés de l'Atlantique

Les protestations et les critiques se développent. Aux États-Unis, des syndicats et des associations de défenses des consommateurs, de paysans, ont mené une campagne de dénonciation du Tafta sur le plan démocratique, aboutissant à l'abandon du projet de Loi « fast track » qui aurait permis à Barack Obama de négocier tous les accords commerciaux sans consultation et droit de modification du Congrès. Cette campagne a mis une véritable épine dans le pied à ceux qui voulaient faire vite !

Une première rencontre a eu lieu mi-mars à Bruxelles réunissant ces groupes états-uniens et la coalition européenne née en décembre 2013. Cette coordination envisage une journée de mobilisation transatlantique à l'horizon de 2015.

Côté européen, le réseau Seattle to Brussels Network (qui lutte contre les traités de libre-échange), des associations environnementales et de consommateurs ainsi que les Amis de la Terre Europe ont fondé la coalition « *European Civil Society groups working against the TTIP threat* ». Ils ont lancé un appel, diffusé à l'occasion du 5e round de Washington, dénonçant le mécanisme de règlement des différends entre États et investisseurs, ainsi que la mise en place du conseil de coopération réglementaire. Il sera suivi en octobre d'une campagne d'**Initiative citoyenne européenne**, pétition demandant l'arrêt des négociations et la non-ratification de l'accord de libre-échange Union euro-

péenne-Canada (Ceta) dont le contenu est similaire à celui du Tafta. Il faudra rassembler plus d'un million de signatures dans au moins sept pays de l'Union européenne. Pour atteindre son quota, la France devra rassembler au moins 55 000 signataires et le collectif unitaire français « *Stop Tafta!* » discute de la faisabilité de relever ce défi.

Une journée de mobilisation décentralisée, à l'occasion d'un nouveau cycle de négociations à Bruxelles, est aussi envisagée en octobre pour marquer le début de la mobilisation de rue à l'échelle européenne. La prise de position d'IG Metall contre le Tafta pourrait peser en faveur de l'implication de certains secteurs de la Confédération européenne des syndicats (CES) dans la campagne...

En France, il s'agit d'entraîner une vague de collectivités territoriales à se déclarer zone hors-Tafta et de pousser les communes favorables à le faire. Parallèlement, la mobilisation se construit au sein du collectif unitaire national et des nombreux collectifs locaux qui déploient mille et une idées pour expliquer les dangers du Tafta. Un théâtre-forum, un défilé sur un marché avec une vache dont la pancarte signale qu'elle ne veut pas être élevée aux hormones, une manifestation de droite demandant plus d'OGM, du gaz de schiste, la suppression des génériques et des logiciels libres : les collectifs sont plein d'inventivité ! Il ne reste plus qu'à les démultiplier !

Flavia Verri



Maladies chroniques et environnement toxique



André Cicoella souligne la dimension environnementale des maladies, le coût sanitaire élevé de notre mode de production, de consommation, de notre façon de nous nourrir ou de nous déplacer. « *La crise sanitaire mondiale analysée dans ce livre doit donc être comprise comme la quatrième crise écologique au même titre que le réchauffement climatique, la chute de la biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles* »

L'auteur met l'accent sur les maladies non transmissibles et leurs conséquences (années de vie en bonne santé perdues, hausse des décès, coûts « économiques », etc.). Il analyse les épidémies de maladies chroniques, les affections de longue durée (ALD), au niveau mondial. Ces maladies induisent une forte croissance des dépenses de santé. L'auteur invite à se pencher et à agir sur les causes de ces maladies qui

ne peuvent être attribuées au seul vieillissement de la population.

Le livre est divisé en quatre parties : « *La crise sanitaire* », « *La pandémie de maladies environnementales* », « *Vers un nouveau paradigme* » et « *Vers une révolution de la santé* »

J'ai notamment apprécié le chapitre sur l'espérance de vie, « *photographie de la durée moyenne de la vie à un moment donné* ». André Cicoella souligne, entre autres, les impacts vraisemblables de l'obésité et de la précarité, la diminution probable de l'espérance de vie en bonne santé. Il nous rappelle que cette espérance de vie est marquée socialement.

Après avoir rappelé les composantes sociales et environnementales de certaines maladies infectieuses, comme la tuberculose ou le choléra, l'auteur analyse en détail les maladies cardiovasculaires, l'obésité, le diabète, les cancers dont les cancers hormono-dépendants, le rôle de l'alimentation carnée et pauvre en fibre, les impacts du tabac, de l'alcool, de la nourriture fast-food, des sodas, etc. Il souligne les liens entre santé et environnement pris au sens le plus large.

André Cicoella traite particulièrement des conséquences des expositions pendant la vie foetale et périnatale.

L'auteur n'oublie pas les maladies mentales, les troubles neuro-développementaux. Il dénonce les politiques d'enfermement et de stigmatisation.

André Cicoella souligne aussi, la baisse des défenses immunitaires, la diminution de la fertilité ou de l'âge de la puberté...

Contre les silences, l'auteur parle de « *fabrication sociale de l'ignorance* »,

souligne un facteur occulté, la pollution, discute de « *risque avéré ou risque probable* ». Il considère que les classifications utilisées sont basées sur des concepts dépassés.

J'ai particulièrement été intéressé par les chapitres sur les perturbateurs endocriniens, les nanomatériaux, les champs électromagnétiques, les OGM ; par son rappel sur « *la plasticité* » du développement humain, contre les réductions au tout génétique. L'auteur développe sur l'épigénétique, le système endocrinien.

Les pages sur le Bisphénol A sont très éclairantes de la toxicité de notre environnement socio-économique. L'auteur montre comment se construit la négation du caractère cancérigène de certains produits.

André Cicoella n'en reste pas aux analyses, il propose des axes pour « *une révolution de la santé* ». Il revient sur la nourriture ultra-transformée, l'agriculture productiviste, les excès de sel, sucre et graisses, la diminution des micronutriments et des fibres, l'usage des additifs, des pesticides et reprend des pistes pour réglementer et produire autrement et parle de l'agro-écologie. Nous avons le droit à une alimentation saine.

L'auteur revient aussi sur le scandale de l'amiante, les développements tous azimuts de la chimie. Il insiste aussi sur les inégalités qui « *nuisent gravement à la santé* »...

Un exposé clair, des analyses percutantes, mêmes si certaines articulations sont discutables, des propositions pour une vision plus globale, une définition écosystémique de la santé. Sans oublier la notion de crime environnemental... II

Didier Epsztajn

entreleslignesentrelesmots.wordpress.com

Ensemble! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire

IL Y A SIX MOIS, un nouveau mouvement politique a été créé dans le Front de gauche, au service de tous les combats émancipateurs, rassemblant des composantes organisées et des individus non membres d'organisations : « *Ensemble! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire.* »

Cette initiative a été prise par la Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologiste et de l'Association des Communistes Unitaires (FASE/ACU), la Gauche Anticapitaliste, les Alternatifs, Convergences et Alternative, des militant-e-s de la Gauche Unitaire, des animateurs/trices du processus « Tous Ensemble/Trait d'Union », et des collectifs locaux créés en communs.

En réunissant plusieurs forces politiques et collectifs militants pour créer un mouvement commun, ouvert à celles et ceux qui ne sont membres d'aucune organisation, nous sommes convaincu-e-s que c'est de la confrontation et du métissage des parcours et des cultures politiques que peut se créer du nouveau en politique.

Nous espérons initier dans le Front de Gauche une logique contagieuse de dépassement et de convergences de forces aux traditions politiques différentes, pour favoriser l'émergence d'un mouvement transformateur.

Notre mouvement prend son sens en défendant un projet global pour le Front de Gauche, et fera avec lui tout ce qu'il est possible pour avancer dans la voie du rassemblement d'un Front politique, social et populaire, à même d'assumer la confrontation avec les classes dominantes et de construire une alternative de gauche à la politique du gouvernement actuel.

Notre objectif est de contribuer, avec d'autres, à refonder de nouvelles perspectives de

transformation de la société : agir pour une alternative sociale, écologiste, féministe, internationaliste, en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, créer un outil pour l'auto-organisation et l'autogestion, l'unité populaire et l'émancipation.

Nous appelons tous les militant-e-s intéressé-e-s par ce projet et toutes les forces politiques participantes au processus à constituer des collectifs locaux dans toutes les villes et départements, en décidant à chaque fois les modalités d'action au consensus, qui permettent la participation la plus large. **II**

Celles et ceux qui ont décidé de se mettre Ensemble vous appellent à rejoindre le mouvement :

➔ www.ensemble-fdg.org

C'était hier...

- ➔ **La deuxième réunion du Collectif national d'Ensemble!** a réuni quelque 150 militant-es et délégué-es les 26 et 27 avril à la mairie de Montreuil. Le débat sur la situation politique – suite notamment aux élections municipales, au changement de gouvernement, à la marche du 12 avril et aux débats au sein du Front de gauche – a débouché sur l'adoption d'un texte d'orientation, « *Une élection qui traduit une dégradation du rapport de force et aggrave la crise politique* » : www.ensemble-fdg.org/textecnavril2014. Ce Collectif national a également mis le focus sur le Traité transatlantique et la campagne des européennes, avec un rapport en plénière et des échanges entre militant-e-s des grandes circonscriptions. Ces réunions sont également l'occasion pour les commissions de se retrouver et de rendre compte à tou-te-s de leur travaux, propositions, débats et projets – sur les thématiques, les initiatives et les mobilisations comme sur la construction du mouvement. **II**

C'est pour demain...

- ➔ **Débat :** Depuis les municipales, une nouvelle phase politique s'est ouverte, marquée dans le champ parlementaire et partidaire par des reclassements politiques. Ce qui fait que les questions d'une « autre politique à gauche » et d'une convergence de forces pour l'incarner s'actualisent. Ces réalités réfractent des évolutions en profondeur provoquées par l'aggravation de la crise politique. Le Front de gauche connaît des difficultés importantes, et il lui faut dans le même temps répondre à ces nouveaux défis. Cette situation invite à ouvrir largement le débat sur la nouvelle situation politique et l'avenir du Front de Gauche. L'objectif est que ce débat se développe et permette de conduire à un « texte cadre » pour la prochaine réunion du Collectif national des **14 et 15 juin 2014**.
- ➔ **Suites du 12 avril :** « *Cette marche ne restera pas sans lendemain* ». Cette affirmation concluait l'appel à la marche du 12 avril : « *Maintenant ça suffit, marchons contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses* ». Le cadre unitaire national de l'appel, associant responsables associatifs, syndicaux, politiques, et personnalités de la culture, a publié une lettre invitant à une **rencontre nationale le 21 juin**. Il s'agira de débattre ensemble et de construire des propositions d'initiatives « *dans l'esprit du 12 avril, porteur de colères contre le "Pacte de responsabilité", la politique répressive envers les étrangers et les militants syndicaux et associatifs, mais aussi d'espoir dans des alternatives à l'austérité, pour le droit au logement, l'égalité des droits, le développement durable* ». Pour Ensemble!, cette initiative s'inscrit dans la construction du large front politique, social et populaire à laquelle nous travaillons : sa réussite est donc essentielle. Le site du collectif unitaire : www.marche12avril.org. Sans tarder toutes et tous sont invité-es à envoyer contributions et propositions à l'adresse suivante : info12avril@googlegroups.com.
- ➔ **Première Université d'été d'Ensemble! à Pau, du 25 au 28 août!** (après les estivales du Front de gauche le week-end des 23 et 24 août). Pour se rencontrer, débattre, réfléchir, se cultiver... De multiples ateliers, en particulier autour des thèmes de l'alternative et de l'Europe. En septembre, on ne rentre pas avant d'avoir connu ce rendez-vous de fin août! **II**